

7^{ème} édition du Mois de l'Economie Sociale et Solidaire en Eure-et-Loir

DOSSIER DE PRESSE



Dossier de presse



PRÉFET DE LA RÉGION
CENTRE



SOMMAIRE

Communiqué de synthèse	Page 3
Fiche presse 1 : A propos de l'Economie sociale et solidaire	Page 4
Fiche presse 2 : Le mois de l'Economie sociale et solidaire en Eure-et-Loir	Page 5 - 6
Fiche presse 3 : Conférence « Le rôle croissant de l'Homme dans l'entreprise »	Page 7 - 8
Fiche presse 4 : La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire du Centre	Page 9
Fiche presse 5 : La Mutualité Française Centre	Page 10 - 11
Fiche presse 6 : Le Conseil général d'Eure-et-Loir	Page 12
Fiche presse 7 : Contacts presse	Page 13

COMMUNIQUE DE SYNTHESE

Novembre 2014 : 7^{ème} édition du mois de l'économie sociale et solidaire en Eure-et-Loir

Pendant tout le mois de novembre, les acteurs de l'économie sociale et solidaire invitent le public à plus de 1500 manifestations en France pour découvrir une économie qui a du sens ! En région centre, plus de 50 manifestations sont organisées sur l'ensemble des 6 départements grâce à la mobilisation de 76 organisateurs (associations, coopératives, mutuelles, établissements d'enseignements, etc...).

Le Mois de l'Economie Sociale et Solidaire :

Créé et porté par le réseau des 26 Chambres Régionales de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) et par le Conseil National des CRESS (CNCRES), le Mois de l'Economie Sociale et Solidaire est une campagne événementielle d'envergure qui existe depuis maintenant 7 ans. Le Mois de novembre est ainsi devenu le mois de l'Economie Sociale et Solidaire.

Cette campagne soutient des événements variés : conférences, ciné débats, ateliers, colloques, manifestations de sensibilisation, sur l'ensemble des territoires et en lien avec tous les thèmes de l'Economie Sociale et Solidaire comme l'achat responsable et l'épargne solidaire.

Coopératives, mutuelles, associations, fondations : plus de la moitié de la population française est membre d'au moins un de ces groupements. Ceux-ci emploient plus de 2 millions de personnes et réalisent une part du produit national brut tendant vers 12 %. Puisant ses racines dans une histoire multiséculaire, l'économie sociale affirme comme valeurs la suprématie de l'homme sur le profit, la solidarité et la démocratie dans son fonctionnement. Comment concilier ses valeurs traditionnelles avec sa présence dans une économie de marché mondialisée ? Comment faire vivre la démocratie dans des organismes parfois vastes ? Quel avenir pour un secteur soumis à une demande croissante, notamment, d'une part, des plus démunis et, d'autre part, de salariés/consommateurs se voulant acteurs ? Comment apporter des réponses innovantes à une crise qui met en cause le modèle économique traditionnel ? Tels sont quelques-uns des défis actuels auxquels l'économie sociale est confrontée.

3^{ème} Conférence Economie Sociale et Solidaire à Chartres :

Dans le cadre du Mois de l'Economie Sociale et Solidaire, la Mutualité Française Centre, L'Echo Républicain, et le Conseil Général d'Eure-et-Loir organisent une conférence-débat lundi 17 novembre à 18 h au Pôle Universitaire d'Eure-et-Loir à Chartres.

Francis Mer, Industriel, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie de 2002 à 2004, Président de la Fondation Condorcet depuis 2008, interviendra sur le thème du rôle croissant de l'Homme dans l'entreprise.

Des représentants de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire du Centre, l'Union Régionales des Sociétés Coopératives et Participatives, l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire, Centre bpiFrance et Centre actif échangeront avec Francis Mer en deuxième partie de soirée.

FICHE PRESSE 1 : A propos de l'Economie Sociale et Solidaire

➤ Définition

Présente au quotidien, l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) désigne des entreprises qui développent leurs activités sous une triple dimension : sociale, économique et environnementale.

L'ESS est un processus de changement de société. Ni à la marge, ni en opposition dogmatique avec d'autres économies, elle affirme sa complémentarité avec d'autres modes de développement et offre la possibilité à ceux qui le souhaitent de construire **de nouveaux chemins...**

Chiffres clés en région Centre

- **1 emploi sur 10**
Soit 82 894 salariés
- **1 entreprise sur 10**
Soit 9357 entreprises

Source ORESS Centre 2013

L'Economie Sociale et Solidaire regroupe un ensemble de structures qui se distinguent à la fois de celles du secteur capitaliste et de celles du secteur public, par leurs statuts juridiques, leurs finalités et leurs modes de fonctionnement : Associations, Coopératives, Mutuelles...

Après avoir prouvé sa résilience en temps de crise (elle représente actuellement 10% du PIB, 10% des emplois salariés et a enregistré une hausse des embauches de 7% entre 2006 et 2012 alors que les entreprises de l'économie classique rencontraient davantage de difficultés), l'Economie Sociale et Solidaire va pouvoir accéder à davantage de reconnaissance grâce à la loi qui lui est dédiée, publiée au Journal Officiel le 31 juillet 2014.

➤ Principes et valeurs

► DES VALEURS PARTAGEES

L'être humain au cœur de l'économie : les projets investis sont réalisés en vue de répondre aux besoins des personnes, dans une perspective de développement solidaire, durable. Ces objectifs priment sur la recherche du profit financier.

Libre adhésion : toute personne suivant sa volonté peut s'investir dans un projet d'économie sociale et solidaire.

La non lucrativité individuelle : Les excédents sont réinvestis dans le projet. Les réserves sont impartageables.

La **gestion démocratique** : une personne = Une voix, la gestion est collective et les dirigeants sont élus.

► ENSEMBLE, ENTREPRENDRE AUTREMENT

L'Innovation Sociale : les organisations de l'Economie Sociale et Solidaire, ont su développer une expertise spécifique, afin de répondre à des besoins et des attentes non comblés par le marché.

L'utilité collective et sociale est au service du développement durable. Les organisations de l'ESS sont pilotées collectivement pour conduire des projets porteurs, ancrés dans les territoires.

FICHE PRESSE 2 : Le Mois de l'Economie Sociale et Solidaire en Eure-et-Loir

Du 4 novembre au 2 décembre, plus d'une dizaine de manifestations sont organisées dans le cadre du Mois de l'Economie Sociale et Solidaire en Eure-et-Loir.

Titre	Date	Adresse	Thématique	Evènements
Théâtre Forum "Bonnes habitudes au berceau, vous ferez de vieux os"	4/11/2014 à 14:00	Chambre de Commerce et d'Industrie d'Eure et Loir à Chartres	Protégeons-nous mutuellement	Expérimentations
Pérennité, responsabilité, participation... A la découverte des SCOP	5/11/2014 à 18:00	Salle Simone Signoret, 15 Avenue de la République, Nogent-le- Rotrou	Entreprenons et travaillons autrement	Rencontres
Le rôle croissant de l'Homme dans l'entreprise	17/11/2014 à 18:00	Pôle Universitaire, 21 Rue de Loigny la Bataille, Chartres	Entreprenons et travaillons autrement	Conférence
Accompagnement collectif DLA : mettre en adéquation projet associatif et modèle économique	24/11/2014 à 09:30	Le Coudray, France	Entreprenons et travaillons autrement	Conférence
Forum de l'Emploi et de la Formation	27/11/2014 à 09:00	Salle polyvalente, espace Jean Moulin, 22 Rue Jean Moulin, Champhol, France	Entreprenons et travaillons autrement	Rencontres
L'aide à domicile en Eure-et-Loir	27/11/2014 à 18:00	4 Rue Blaise Pascal, Chartres, France	Agissons ensemble	Conférence
« Des initiatives solidaires sur le Perche »	28/11/2014 à 20 :00	Salle Simone Signoret, 15 Avenue de la République, Nogent-le- Rotrou	Agissons ensemble	Conférence

Conférence « Une nouvelle économie ? »	28/11/2014 à 21:00	Salle Simone Signoret, 15 Avenue de la République, Nogent-le-Rotrou	Entreprenons et travaillons autrement	Conférence
Expo-Rencontre « Réduction des déchets et ESS »	29/11/2014 à 09:00	Place Saint-Pol, Nogent-le-Rotrou	Consommons Bio	Exposition
« L'intérêt du numérique pour le territoire »	29/11/2014 à 15:00	Rue de la Cloche, Margon, France	Entreprenons et travaillons autrement	Conférence
« Relocalisation des échanges : une solution pour les territoires ruraux »	29/11/2014 à 16:30	Rue de la Cloche, Margon, France	Agissons ensemble	Conférence
Conférence « Mon ado va-t-il mal ? Quelles réponses apporter ? »	2/12/2014 à 18:30	5 Rue du Maréchal Leclerc, Chartres	Protégeons-nous mutuellement	Conférence

FICHE PRESSE 3 : Conférence « Le rôle croissant de l'Homme dans l'entreprise »

« Le rôle croissant de l'Homme dans l'entreprise » :

Du jour au lendemain, sans ses collaborateurs, l'entreprise disparaît. L'entreprise, ce sont des hommes et des femmes qui acceptent de travailler ensemble.

Dans des entreprises en constante évolution, il faut s'appuyer sur de nouveaux modes de gestion basés sur le développement de compétences individuelles et collectives. D'après son expérience, demander l'avis des salariés et suivre leurs recommandations peut permettre à une entreprise d'éliminer l'absentéisme. Les salariés viennent travailler avec plaisir. La qualité devient totale, le compte d'exploitation s'améliore nettement, sans parler des marges !

Pour Francis MER, il vaut mieux utiliser le terme « collaborateur » que « salarié » parce que « collaborateur » signifie « travailler avec ». Nous devons reconnaître le personnel comme des personnes et non comme une masse salariale.

Souvent, nous sous-estimons le potentiel d'engagement dans nos entreprises. Or, en tant que chef d'entreprise, vous avez le potentiel d'améliorer la performance de votre entreprise si vous osez faire confiance à l'autre, c'est-à-dire à vos collaborateurs.



Francis MER

Agé de 75 ans, Francis Mer est ancien élève de l'Ecole Polytechnique, ingénieur au Corps des Mines.

Entré dans le groupe Saint-Gobain Pont-à-Mousson en octobre 1970, il fut Directeur Général de Saint-Gobain Industrie (1974-1978), avant d'être nommé, en septembre 1978, Directeur Général Adjoint du groupe Saint-Gobain, chargé de la politique industrielle. En juillet 1982, il devient Président Directeur Général de Pont-à-Mousson SA et Directeur de la Branche Canalisations et Mécanique du groupe Saint-Gobain. En septembre 1986, l'Etat actionnaire, décide de fusionner Usinor et Sacilor et confie à Francis Mer la présidence du nouveau groupe de sidérurgique. En juillet 1995, Usinor Sacilor est privatisé et Francis Mer est nommé Président par le nouveau Conseil d'Administration le 10 octobre 1995. Il a coprésidé le Groupe Arcelor, résultat de la fusion entre Arbed, Aceralia et Usinor. Il a été Président de Cockerill Sambre de 1999 à 2002.

En 2007, Francis Mer devient Président du conseil de surveillance du Groupe, Vice-président du Conseil d'Administration en 2011 puis Président d'Honneur en 2013.

De 1989 à 1997, Francis Mer fut Président du conseil d'administration du Conservatoire national des Arts et Métiers.

Francis Mer a été Président de la Fédération Française de l'Acier (FFA) de 1988 à 2002. Il a également présidé Eurofer (association des producteurs d'acier européens) de 1990 à 1997, l'International Iron and Steel Institute (IISI) d'octobre 1997 à octobre 1998, l'Association Nationale de la Recherche Technique (ANRT) de 1991 à 2002, l'EPE (Entreprise pour l'Environnement) et le Cercle de l'Industrie.

De 2004 à 2005, Francis Mer fut Président de la Fondation pour l'innovation politique. Il est désormais membre du Conseil de surveillance.

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de 2002 à 2004 :

En raison de plusieurs scandales américains et français relatifs à la gestion de grandes entreprises, Francis MER fait de la sécurité financière et de la transparence de l'information financière une priorité. D'un côté, une loi relative à la sécurité financière, promulguée le 1er août 2003, procède à une ample réforme des autorités de contrôle des activités financières, visant ainsi à restaurer la confiance des opérateurs financiers. Elle crée l'Autorité des marchés financiers (AMF), autorité administrative indépendante issue de la fusion de la Commission des opérations de bourse, du Conseil des marchés financiers et du Conseil de discipline de la gestion financière, pour améliorer l'efficacité et la visibilité de l'organe régulateur des marchés et des activités financières. Elle regroupe la Commission de contrôle des assurances et la Commission de contrôle des mutuelles et des institutions de prévoyance au sein de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP), chargée de s'assurer que les entreprises relevant de son champ d'action sont en mesure de tenir leurs engagements envers leurs assurés ou adhérents.

D'un autre côté, le contrôle des comptes et du gouvernement d'entreprise est rénové, la transparence de l'information financière et la régulation des commissaires aux comptes sont accrues. En ce qui concerne la protection des épargnants et des assurés, le cadre légal du démarchage est clarifié, la sécurité de la gestion collective d'instruments financiers améliorée, un fonds de garantie dommages créé et les pouvoirs des autorités bancaires renforcés. Francis MER procède à la cession des participations de l'État dans différentes entreprises : après Renault et DCN en 2002, c'est au tour d'Air France en 2003 puis Snecma et France Télécom en 2004 de voir une partie de leur capital privatisée.

Par ailleurs, dans le cadre d'un projet de modernisation du secteur énergétique et en conformité avec les directives adoptées par l'Union européenne, il engage une réflexion sur la réforme et l'ouverture du capital d'EDF-GDF.

En octobre 2002, il lance une mission de réflexion consacrée à l'épargne réglementée, constituée entre autres par le livret A, gérée pour le compte de l'État par la Caisse des dépôts et consignations et destinée au financement des politiques d'intérêt général.

Francis MER fait également adopter le décret du 1er juillet 2002 qui modifie le mode de calcul du taux effectif global (TEG) de manière à permettre aux consommateurs de faire jouer la concurrence entre prestataires de services financiers à l'échelle européenne.

Enfin, parmi les mesures de simplification des démarches administratives des usagers, un arrêté du 22 mars 2002 introduit les procédures de déclaration d'impôts sur Internet.

Président de la Fondation Condorcet depuis 2008 :

En 2008, Francis MER s'engage avec plusieurs grands entrepreneurs et personnalités du monde socio-économique dans la création de la Fondation Condorcet, fondation universitaire Paris-Dauphine, pour contribuer à développer une nouvelle vision de la gestion des entreprises.

La Fondation a pour ambition de susciter, repérer et promouvoir sur le terrain des initiatives et des expérimentations qui visent à mettre en place de meilleures pratiques de management des hommes et des organisations, en associant stratégie, compétences et organisation du travail, et en suscitant un dialogue social responsable dans les entreprises.

Elle se veut à la fois un lieu de réflexion, de capitalisation d'expériences et d'accompagnement des entreprises. D'ores et déjà, se montent une quinzaine d'antennes régionales réunissant des représentants des différentes institutions concernées (Etat, collectivités territoriales, partenaires sociaux, chambres de commerce et d'industrie, administrations, conseils économiques et sociaux régionaux, entreprises...), un réseau de cabinets conseils partenaires et des comités nationaux.

FICHE PRESSE 4 : La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire du Centre – CRESS Centre

1. La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire du Centre (CRESS Centre)

Fondée en 2003, la CRESS Centre est composée des acteurs représentatifs de l'ESS en région Centre organisés en son sein en collèges :

- Associations
- Coopératives
- Mutuelles de santé
- Mutuelles d'assurance
- Organisations dites de l'économie solidaire
- Syndicat employeur de l'ESS.

Elle trouve sa légitimité dans toutes les actions et représentations transversales aux familles de l'ESS pour représenter, promouvoir et développer cette économie. Ainsi, dès lors que seule une famille est concernée, la CRESS Centre soutient l'action de la structure représentative et l'appuie par sa fonction de représentation.

De plus, la CRESS Centre favorise la solidarité et l'interconnaissance entre les familles afin de favoriser la visibilité et la construction de positions transversales à l'économie sociale et solidaire.

2. Les missions de la CRESS Centre

1- Organiser la représentation et défendre les intérêts de l'ESS

- Définir et mettre en œuvre une stratégie régionale de représentation de l'ESS
- Animer la représentation de l'ESS dans les instances de décision en concertation avec les réseaux et les adhérents

2- Animer l'Observatoire régional de l'ESS pour identifier les facteurs de développement de l'ESS

- Collecter, exploiter et diffuser des données économiques et sociales de l'ESS
- Contribuer à la veille stratégique et prospective
- Animer et réaliser des diagnostics territoriaux et sectoriels

3- Appuyer la structuration et la reconnaissance territoriale de l'ESS

- Contribuer à la définition des politiques publiques territoriales
- Appuyer l'émergence, la création et le développement des entreprises et organismes de l'ESS dans les territoires
- Identifier, rendre lisible et articuler les services sur le territoire
- Animer et coordonner l'accueil, l'information, l'orientation des porteurs de projet et des entreprises
- Développer les coopérations

4- Faire connaître et valoriser l'ESS

- Informer sur l'ESS (portail internet des acteurs de l'économie sociale et solidaire, newsletter, manifestations...)
- Sensibiliser à l'ESS (modules de formation à l'économie sociale et solidaire...)
- Favoriser le sentiment d'appartenance à l'ESS (grâce au Mois de l'ESS)

FICHE PRESSE 5 : A propos de la Mutualité Française Centre

La Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) est le premier mouvement social de France : plus d'une personne sur deux est mutualiste. Elle fédère la quasi-totalité des mutuelles santé. Son rôle est de représenter les mutuelles et de défendre leurs intérêts collectifs. Elle est force de proposition dans les grands dossiers du système de santé.

Présidée par Etienne Caniard, la Mutualité Française mène de multiples projets d'envergure, tels le conventionnement hospitalier mutualiste ou la prise en charge des maladies chroniques pour garantir la qualité et l'accès aux soins pour tous.

Au niveau régional, la Mutualité Française Centre anime et coordonne la vie mutualiste régionale. Présidé par Jacques DALLOT, ce mouvement démocratique est porté par des élus actifs, bénévoles : 161 délégués représentant les mutuelles ayant des adhérents dans la région, élisent un conseil d'administration (33 membres) et 6 délégations départementales (72 délégués). Ensemble, ils contribuent aux actions de terrain et gèrent les relations avec les décideurs locaux.

La Mutualité Française Centre a pour mission de représenter le mouvement mutualiste auprès des partenaires et des instances régionales de santé. Elle représente plus de 200 mutuelles, plus de 720 000 adhérents soit près de 1,5 million de personnes protégées. Elle est porteuse d'innovations pour réformer le système de santé. Acteur de l'économie sociale et solidaire, elle participe à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de santé publiques locales, régionales et nationales.

La Mutualité Française Centre dispose d'un réseau d'élus militants, d'une équipe composée de salariés formés en ingénierie de projets en santé publique. Par ailleurs, ce pôle est renforcé par les compétences techniques des 1 500 salariés des Services de Soins et d'Accompagnement Mutualistes (réseaux sanitaires, social, médico-social).

La prévention et la promotion de la santé :

Premier acteur de prévention après l'Etat, **la Mutualité Française met en œuvre en région Centre** une conception globale de la santé et de la protection sociale fondée sur la solidarité et la responsabilité.

Sa mission de santé publique la conduit chaque année à réaliser près de 120 actions de promotion de la santé au plus près des besoins du terrain permettant à chacun de devenir acteur de sa santé.

Le conventionnement :

L'Union Régionale est le pivot du conventionnement car elle favorise une approche harmonisée du conventionnement mutualiste avec les professionnels ou des établissements de santé dans la région. Pour être éligible, les établissements de santé doivent entrer dans des critères « qualité ». Les professionnels de santé peuvent bénéficier en étant conventionnés d'être en lien avec plus de 200 mutuelles.

LE MOUVEMENT MUTUALISTE

UN ACTEUR MAJEUR POUR LA SANTÉ EN RÉGION

Les Mutuelles :

Elles remboursent tout ou une partie des frais de leur adhérents en complément du régime obligatoire.

55% des soins courants* sont remboursés par la Sécurité sociale



45% des soins courants* ne sont pas remboursés par la Sécurité sociale mais peuvent être pris en charge par une mutuelle**



SANS MUTUELLE
ÇA PEUT COÛTER
TRÈS CHER

La Mutualité Française Centre :

Elle participe à l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques de santé publiques locales et régionales.



120 ACTIONS de prévention et de promotion de la santé par an

Les Services de Soins et d'Accompagnement Mutualistes (SSAM) :

125 services de qualité (réseaux sanitaire, social, médico-social) à la disposition de la population de la région Centre.



* médicaments, analyses...
** dans le cadre du parcours de soins, hors participation forfaitaire et sous conditions pour les dépassements d'honoraires.

1,5 million de personnes sont protégées par les 200 mutuelles santé regroupées au sein de la Mutualité Française Centre.





MUTUALITÉ FRANÇAISE
CENTRE
www.centre.mutualite.fr



Mutualité Française Centre - Union Régionale agréée par le livre II du Code de l'Innover - SIREN 333 645 034



FICHE PRESSE 6 : Le Conseil général d'Eure-et-Loir

L'action sociale et les solidarités sont au cœur des missions du Conseil général qui vient en aide aux personnes en difficulté financière ou sociale. Dans un contexte persistant de crise économique, l'intervention du Département en faveur des publics fragilisés se fait encore plus nécessaire pour tenter d'améliorer le quotidien des Euréliens les plus en difficulté.

Les objectifs directeurs de la politique d'insertion du Conseil général restent inchangés et tendent notamment à :

- Maintenir un accompagnement social de proximité des Euréliens fragilisés ;
- Rechercher des effets leviers de notre politique d'intervention économique au bénéfice des bénéficiaires du rSa les plus proches de l'emploi.

Au-delà du paiement de l'allocation du rSa ou de sa participation au dispositif des emplois aidés (1 270 000 €), le Conseil général participe financièrement aux dispositifs d'insertion sociale, socioprofessionnelle ou professionnelle des bénéficiaires du rSa.

Ce sont ainsi près de 2 550 000 € qui ont été inscrits au budget 2014 à ce titre, pour des actions portées par des structures d'insertion (ateliers ou chantiers d'insertion, entreprises d'insertion).

FICHE PRESSE 7 : Contacts presse



Juliette MIJEON - Chargée de mission

Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire du Centre

6 Ter rue de l'Abbé Pasty - 45 400 Fleury les Aubrais

Tel : 02 38 68 18 90

j.mijeon@cresscentre.org



Stéphane FRADET

Coordinateur des affaires publiques et de la communication

Mutualité Française Centre

5-7-9 Quai de la Saussaye - 41 000 Blois

Tél : 07 86 41 73 37

stephane.fradet@murec.fr

Sarah RHARASSE

Attachée de presse

Mutualité Française Centre

5-7-9 Quai de la Saussaye - 41 000 Blois

Tél : 02 54 70 59 94

sarah.rharasse@murec.fr

Xavier Chatellain

Responsable des relations presse

Conseil général d'Eure-et-Loir

1 place Châtelet – 28 000 Chartres

Tél : 02 37 20 32 14

xavier.chatellain@cq28.fr
